

L'abbaye de Notre-Dame d'Huveaune à Marseille

Nouvelle liste des abbés — Réguliers et Commendataires

L'abbaye de Notre-Dame d'Huveaune à Marseille n'a jamais fait l'objet d'une étude particulière. Son histoire est peu connue ou pas du tout, et on ne trouve pas un fond d'archives appartenant proprement à l'abbaye. Les documents que nous avons retrouvés ont été glanés à droite et à gauche dans divers fonds. D'ailleurs parmi tous les monastères fondés dans le diocèse de Marseille aucun ne peut surpasser la grandeur et le prestige de l'abbaye bénédictine de Saint-Victor. Il s'agit donc maintenant de faire le point. L'abbaye prémontrée de Notre-Dame d'Huveaune fut de courte durée : 1204-1405. Deux cents ans d'existence, une dizaine d'abbés, voilà ce que donne le bénédictin Denis de Sainte-Marthe dans la Gallia Christiana. La nouvelle liste des abbés va nous permettre de retracer l'histoire, si brève soit-elle, de cette abbaye. Il est à remarquer néanmoins que le peu de documents trouvés dans les archives des Bouches-du-Rhône, ne donnent aucun renseignement sur la vie régulière et pieuse des chanoines de Saint Norbert. Les seuls actes traitent surtout d'interventions et de transactions.

Guillaume, premier abbé d'Huveaune.

Le lieu qui fut donné aux deux chanoines prémontrés venant de la célèbre abbaye de Fontaine-Chaude, au diocèse de Béziers, n'était pas un lieu de prédilection pour la construction d'un monastère. Ce territoire à l'embouchure du fleuve Huveaune — d'où le nom — au bord du rivage fut donné par Raimond, évêque de Marseille.

Ce fut au mois d'avril 1204 que l'évêque de Marseille et Pierre, prévôt du chapitre cathédral, donnèrent à Guillaume et à Amans le terrain nécessaire à la construction d'une nouvelle abbaye de leur ordre ¹⁾. Le pape ne tarda pas à confirmer cette donation ainsi que tous les biens et les droits de la nouvelle abbaye. Dans cette bulle datée du 27 avril 1218, le pape Honorius III prenait sous sa protection le prieuré et les frères de Notre-Dame d'Huveaune.

L'influence que les Prémontrés eurent dans le diocèse de Marseille se fit sentir dès les premières heures. Ainsi le 2 août 1230, Guillaume, abbé d'Huveaune, est présent à une sentence de Benoît, évêque de Marseille, en faveur de Bérenger contre les Marseillais, vers le Château de Fos-sur-Mer ²⁾. La même année et le 2 décembre le même prévôt Bérenger et l'église de Marseille reçoivent le territoire compris dans le troisième partie d'Aubagne par Barrale des Baux et ses enfants avec comme témoin l'abbé Guillaume d'Huveaune ³⁾.

L'abbaye commença à s'agrandir, il fallait construire l'église et les bâtiments réguliers ; aussi le 2 mai 1248, Jean de Toulon et Guillaume de Pazernis reconnaissaient avoir vendu à l'abbé d'Huveaune dix milles pierres « scalparum et aptatarum ». L'acte fut passé à Marseille, près de la table des Changeurs, et précise que les pierres provenaient de deux carrières et coutaient la somme de

Tout d'abord il faut faire une distinction sur les dépôts d'archives et de manuscrits de la ville de Marseille. Il existe en effet trois dépôts que nous mentionnons : 1^o les Archives Départementales des Bouches-du-Rhône que nous donnons sous la dénomination B.D.R. ; 2^o le Dépôt des Archives communales de la ville de Marseille, que nous mentionnons : Archives municipales ; 3^o la bibliothèque municipale de la ville de Marseille qui possède un Fond d'archives et de manuscrits très important.

¹⁾ « Nos, Raimundus, Dei gratia Massiliensis episcopus et Petrus, prepositus, de concilio et assensu ecclesie nostre capituli, concedimus vobis Guillelmo et Amanso, fratribus Ordinis premonstratensis, ut possitis in territorio Massiliensi circa Huveaune amnem de novo edificare ecclesiam et domum ordinis vestri episcopali jure per omnia salvo et C. M^oCC^oIII^o ». B.D.R. VI G. 91 — Livre vert de l'évêché de Marseille fol. 26 ; Mgr BELZUNCE, *Histoire de Marseille*, tome II, p. 17 ; *Gallia Christiana*, tome I, col. 702 B.

²⁾ « Actum versus de Fos in presentia Guillelmi abbatis Beate Marie de Ybeline ». B.D.R., B. 320, fol. 217.

³⁾ « Factum Massilie in camera domini prepositi, in presentia domini abbatis de Yvena ». B.D.R. VI G. 190.

dix livres, monnaie de Marseille, et que l'abbé paya d'abord 60 sols, promettant le reste ⁴⁾).

Fut-ce toujours le même Guillaume dont il est question dans l'Obituaire conservé aux Archives nationales ⁵⁾ ? Nous ne pouvons rien affirmer. Cependant il paraît impossible que ce Guillaume soit celui envoyé par l'abbé de Fontaine-Chaude. La Gallia Chistiana nomme deux abbés du nom de Guillaume, mais entre les deux se trouve un dénommé Truncus, dont nous n'avons trouvé aucune mention dans aucun document. Cet abbé a-t-il réellement existé ? Peut-être qu'au fur et à mesure des études sur les différentes abbayes de Provence une lumière apparaîtra afin de nous éclairer principalement sur ce point. Donc ce que nous pouvons dire c'est que la possibilité de deux abbés se nommant Guillaume serait la plus sensée et de ce fait il semblerait que ce soit Guillaume II qui acheta les pierres aux tailleurs de Toulon et dont le nom serait inscrit dans le martyrologe de l'église de Marseille.

Jean, abbé d'Huveaune.

Ce n'est qu'en 1283 qu'apparaît Jean, abbé du monastère Sainte-Marie d'Huveaune dans un document de l'église de Vence.

Le 8 décembre 1283, l'abbé Jean reçut une lettre de l'archevêque d'Aix, Rostang de Noves, concernant une sentence d'excommunication portée par le dit abbé au prieur d'Artigue. Sous l'influence du prieur de Malaucène, l'archevêque d'Aix releva le

⁴⁾ « VI^o nonas Maii M^oCC^oXXXX^oVIII^o. Nos Johannes de Tolone et W. de Pazernis confitemur et recognoscimus vobis domino Willelmo Dei gratia abbati Sancte Marie de Ybelina nos vendidisse tibi, ementi nomine dicte domus Ybelina X milia lapidum scalpatrum et aptatarum de peioria Raymunda Dalmacii quondam, vel de pareria domus predictae Ybelina, precio X librarum monete miserre modo curribilis in Massilia de quibus confitemur nos a vobis habuisse et recepisse LX solidos, renunciando... et alios LX solidos debetis nobis solvere cum extraerimus et aptaverimus III miliaria dictarum lapidum, et IIII libras cum residua miliaria lapidum extraerimus et aptaverimus. Promittentes tibi per stipulationem incipere dictos lapides extrahere die lune proxime ventura, et alibi non operari donec perfecerimus vobis dictum opus. Obligantes... Actum Massilie juxta tabulas Campsorum. Testes Ancelmus Feri, filius W. Anselmi, frater Oberti de Landa, Hugo Feri ». Blancard, document sur le Commerce de Marseille, n° 639, tome II, p. 129; Bibliothèque municipale de Marseille, Cartulaire d'Amalric, fol. 88.

⁵⁾ Ex martyrologio ecclesie Massiliensis. « Kalendas novembris obiit Dominus G. abbas monasterii Beate Marie Ibelina ». Bibliothèque Nationae. Mss. Lat. 12.702, f. 138 v^o.

prieur de l'excommunication et chargea son official de l'absoudre ⁶⁾). Peu de temps après, le 5 juin 1289, le pape Nicolas IV, à la demande de Raimond Lauderti, abbé de Saint-Victor de Marseille, chargea l'abbé d'Huveaune de faire rentrer les biens de l'illustre abbaye qui avaient été aliénés ou distraits par des croisés. Les usurpateurs des biens étaient Hugues Hospitalier et Guillaume, son fils, de Manosque. L'abbé prémontré les invita à comparaître devant lui-même, juge unique du siège apostolique et syndic de l'abbaye de Saint-Victor. Pierre Giraudi, évêque de Sisteron, conservateur des privilèges des croisés, prit aussitôt la défense de ses protégés et qui, de plus, étaient ses diocésains. L'évêque écrivit une lettre à l'abbé syndic, datée du 1^{er} juin 1289, dans laquelle il menace à son tour l'abbé prémontré de l'excommunication ⁷⁾). Mais enfin le 6 juin suivant les deux accusés comparaissent devant l'abbé. Jean donna alors lecture de la lettre pontificale envoyée de Sainte-Marie-Majeure et demanda la restitution des biens aliénés et illicitement pris à Saint-Victor ⁸⁾).

Il semble que l'abbé d'Huveaune ait eu une place de choix dans les officialités de cette époque, car le 13 février 1290, une nouvelle bulle pontificale arrivait à l'abbaye. Dans celle-ci, signée par le pape Boniface VIII, l'abbé se voyait chargé de faire rentrer

⁶⁾ Pièce justificative, n° 1.

⁷⁾ Pièce justificative, n° 2.

⁸⁾ « Anno quo supra (1289) VIII^o Idus Junii, die que fuit assignata pee Reverendum Patrem dominum J. miseratione divina, abatem (sic) monasterii Beate Marie de Ybelina, Massiliensis diocesis, Premonstratensis Ordinis judicem unicum a sede apostolica delegatum, sindico monasterio Sancti Victoris, Massiliensi agenti ex parte una et Hugoni Hospitalario et Guillelmo ejus filio, reis, ex altera, comparuit coram dicto domino iudice dictus syndicus et ad faciendam fidem jurisdictionis dicti domini iudicis obtulit litteram papalem sigillo plumbeo sigillatum... cum tenor talis est:

Nicolaus, episcopus servus servorum Dei, Dilecto filio abbati monasterii Ybelina Massiliensis diocesis, salutem et apost. bened. Dilectorum filiorum abbatis et conventus monasterii Sancti Victoris, Massil. ad romanam ecclesiam nulla medio pertinentis O.S.B. Precibus inclinati, presentium tibi auctoritate mandamus, quatenus ea que de bonis ipsius monasterii alienata inveneris illicita, vel distracta ad jus et proprietatem ejusdem monasterii legitime revocare procures. Contradictores per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita compescendo. Testes autem sui fuerunt nominati si de gratia, si odio vel timore substraxerint, censura simili, appellatione cessante, compellas veritatis testimonium, perhibere. Datum Rome apud Sanctam Mariam Majorem, nonis januarii, pontificatus nostri anno primo ». B.D.R. — Cartulaire de Pierre Elzeur.

d'autres biens qui avaient été cédés à ferme ou à cens par l'abbé et le chapitre conventuel de Saint-Victor ⁹⁾).

C'est le dernier acte que nous possédons et donnant le nom de Jean, abbé d'Huveaune.

Francus, abbé d'Huveaune.

Ce nouvel abbé n'est pas cité dans la Gallia Christiana, mais nous est montré seulement à partir de 1312. Mais déjà le 8 février 1308, le pape Clément V avait autorisé l'abbé de Notre-Dame d'Huveaune — sans précision de nom — à quitter le monastère des bords du rivage de la mer devenu insalubre et à se transporter avec sa communauté à l'église Sainte-Marie-de-la-Porte Galle dans la ville de Marseille.

En 1312 donc, l'abbé Francus donne le pauidisme d'une terre ¹⁰⁾. Mais comme son prédécesseur, il recevra du pape la charge de révoquer à la possession du monastère de Saint-Victor les biens illicitement distraits. Cette bulle de Clément V est datée d'Avignon le 20 février 1313 ¹¹⁾. A cette époque, il est vrai, Saint-Victor de Marseille était à son apogée, aussi les biens de l'abbaye étaient souvent aliénés et ce par des croisés ; aussi l'abbé et le couvent, afin de pouvoir reprendre leurs biens, avaient souvent recours au pape.

Le 6 mars 1317, Guillaume de Monteil, prieur de Saint-Lazare — prieuré dépendant de Saint-Victor — fut député par l'abbé Francus avec Guillaume de Sabran, abbé de Saint-Victor, le sacriste d'Aix-en-Provence, exécuteur du pape Clément V, afin de mettre en possession de l'église Saint-Martin de Marseille, Raymond Verdier, chanoine de Marseille ¹²⁾.

⁹⁾ Pièce justificative, n° 3.

¹⁰⁾ « Reverendus in Christo pater Franchus, miseratione divina abbas monasterii Beate Marie de Ybelina ». B.D.R., Registre de Bernard Blancard, n° 187.

¹¹⁾ « Clemens eps. servus etc... dilecto filio abbati monasterii de Uveuna Mas. dioc. Sal. et apost. bene. Dilectorum filiorum abbatibus et conventibus monasterii Sci. Victoris Mass. precibus inclinati presencium tibi auctoritate mandamus, quatinus ea que de bonis ipsius monasterii alienata inveneris illicite vel distracta, ad jus et proprietatem ipsius monasterii legitime revocare procures. Contradictores per censuram ecclesiasticam appellatione postposita compescendo. Testes autem qui fuerint nominati, si de gratia, vel timore subtraxerint, censura simili, appellatione cassante, compellas veritati testimonium perhibere. Datum Avinione II kalendas Marci, pontificatus nostri anno octavo.

¹²⁾ Anno quo supra (1317) die VI marci vespere... discretus vir Dominus

Andinus, abbé d'Huveaune.

Cet abbé nous est connu dans de bien tristes conditions et uniquement à cette occasion. Le 7 mai 1318, il assistait à la condamnation, par le tribunal de l'Inquisition, de quatre Frères mineurs hérétiques qui furent brûlés le jour même sur la place de l'église des Accoules à Marseille ¹³).

Laurent, abbé d'Huveaune.

Durant dix-huit ans, le silence le plus complet règne sur l'abbaye. Aucune chartre, aucun document ne signale la vie régulière de Notre-Dame d'Huveaune. Les protocoles des notaires, pourtant si bavards, ne font aucune mention. L'acte nous mentionnant le nom de Laurent, abbé de Notre-Dame d'Huveaune, précède un autre silence de dix-huit ans encore. Le 23 mai 1336, Laurent, abbé d'Huveaune, assiste à la constitution d'une dot en faveur de Francisquette Benoît de Marseille. L'acte fut passé dans le réfectoire de l'abbaye située près de la Porte de Galle ¹⁴).

Jacques Duverdier, abbé d'Huveaune.

L'abbatiat de Jacques Duverdier fut, semble-t-il, le plus illustre des abbés prémontrés réguliers de Notre-Dame d'Huveaune.

Malgré tout, dix-huit ans avaient passé depuis le dernier acte. Mais l'abbaye était arrivée à son apogée. Les ventes commencent à apparaître avec plus de fréquence, la décadence semblait être

Guillelmus de Montilis, prior Beati Lazari, subexecutor deputatus a ven. patre dno. Francho, Dei gratia abbate monasterii de Ybelina, Massil. dioc. executore una cum ven. patre dno. Guillelmo abbate monasterii Sci. Victoris Massili et ven. viro Sacrista Aquensis eccle. per SS. patrem dom. Clementem papam quintum dato ven. viro dno Raimundo Viridis, canonico Massil. Super gratia tibi facta per dictum Dominum nostrum Summum pontificem de dignitate personatu, seu officio, vacanti seu vacaturo in eadem eccle. Massil. ».

¹³) « Andini abbatis monasterii de Ybelina, dioc. Mass. ». B.D.R.; BALUZE, *Miscellanea*, in-8°, tome I, p. 208.

« In cimiterio Beata Marie de Aquis... in presentia... Andini abbatis monasterii de Ybelina dioc. Massil. ». Mgr BELZUNCE, *Histoire de Marseille*, tome II, p. 363, en note.

¹⁴) « ... Testes Laurentius abbas monasterii B.M. de Ybelina. Actum in refectorio monasterii fratrum de Ybelina quod est ad portam Gallicam ». B.D.R. 351 E - 669.

bien amorcée. Le 1^{er} octobre 1354, l'abbé vend un premier terrain ¹⁵). Il ne faut pas cependant croire que l'abbé et les religieux du monastère ne furent plus recherchés, bien au contraire. Le 28 janvier 1355, Gabrielle Bonet de Marseille, qui va se marier, demande pour la constitution de sa dot que l'abbé Jacques Duverrier soit présent et témoin ¹⁶).

Bertrande Concelle, pieuse femme de Marseille, désigna à sa mort comme héritier son neveu Antoine Boneti qui était pêcheur. Celui-ci reconnut devoir à l'abbaye prémontrée, comme il était indiqué sur le testament, la somme de 50 livres pour la construction d'une chapelle dédiée à Sainte Catherine dans l'église même de Notre-Dame d'Huveaune située à la porte de France, 6 florins pour l'achat d'un calice, 5 florins pour des vêtements et une vigne située au Tres-Fraysses ¹⁷). Ce même pêcheur fera personnellement une fondation d'anniversaire en léguant 8 sols perpétuels à l'abbé d'Huveaune ainsi que la somme de 25 livres ¹⁸).

En 1365, le pape Urbain V, ancien abbé de Saint-Victor, fera appel à l'abbé d'Huveaune. Le 21 août de cette année, Jacques reçoit une bulle dans laquelle le Souverain Pontife lui demande d'approuver s'il y a lieu de l'acquisition de l'église du Temple par les Ermites de Saint-Augustin de Marseille ¹⁹). L'approbation fut faite et le 25 septembre de la même année le pape délégua l'abbé Jacques pour l'établissements des Augustins dans leur nouvelle église ²⁰).

¹⁵) « Anno quo supra (1354) die prima mensis Octobris. Notum sit cunctis quod reverendus in Christo Pater Dns. Jacobus, Dei gratia abbas monasterii Beate Marie de Ybelina, Massiliensis diocesis » B.D.R. 351 E - 3 fol. 50.

¹⁶) « Actum Mass. ad portam Gallicam in presentia et Testimonio Dni Jacobi Verderii, abbatis de Ybeuna ». B.D.R. VI G - 31.

¹⁷) « Circa annum domini M^oCCC^oLX^o, antonius Boneti, nepos et heres Bertrande Cancelli, quondam de Mass. uxoris Jacobi Cancelli, quondam de Massilia debet pro construendo capellam Beate Catarine, in ecclesia Beata Marie de Porta Guallica, liberas L et pro uno calice florenos VI et pro uno indumento florenos V. Et debet quamdam vineam francam, et liberam ab omni iugo servitutis, situatam in territorio Massilie loco dicto tres Frayes, sicut continetur in testamento dicte Bertrande Cancelli, in martyrologio omnium sanctorum... ». B.D.R., 61 H 109.

¹⁸) « M^oCCC^oLX^o octavo, die octava februarii, Antonius Boneti, piscator de Massilia legavit oct. solidos pro uno cantare. Item XXV libras in ecclesia Beate Marie de Porta Gallica. Notarius fuit Ludovicus de Bonilis, notarius Massilie ». B.D.R., Idem.

¹⁹) Pièces justificatives, n^o 4.

²⁰) « De conventu Fratrum Sancti Augustini Massilie, nomine dicti conventus

Les transactions dans lesquelles l'abbé de Notre-Dame d'Huveaune est témoin, légateur ou vendeur se succèdent entre 1366 et 1378. Le 7 décembre 1366 il est témoin d'une transaction, comme nous le retrouverons trois ans plus tard ²¹⁾. A cette époque le monastère avait besoin de sérieuses réparations. Le réfectoire menace ruine et le cloître n'est guère mieux tandis que la toiture de la maison abbatiale laisse passer l'eau. Aussi pour subvenir aux besoins des grandes dépenses, l'abbé met en vente une vigne dont l'acte et passé dans le cloître du monastère le 4 mai 1376 ²²⁾.

Mais les menaces de destruction du monastère ne montrent pas, heureusement, une décadence spirituelle de l'abbaye vu le nombre de donations qui sont faites.

Le 4 janvier 1377, Huguette Fave fait une donation ²³⁾ ; le 13 du même mois l'abbé Jacques est constitué procureur par Guillaume Posolis, maître d'Ecole « Doctor puerorum civitatis Massilie » ²⁴⁾. Mais le fait le plus marquant de la vie spirituelle et des charges d'âmes reste le legs d'un florin d'or de la Reine à l'abbé d'Huveaune, son confesseur, par Jeannette Vivaux, fille de Guillaume Vivaux et parente de Mabille, abbesse du monastère cistercien de Saint-Pons-de-Gémenos ²⁵⁾.

coram ven. viro domino Jacobo, abbate monasterii Beate Marie de Helina, premonstratensis ordinis, commissario specialiter deputato. Testes Petrus Baroneti, prior dicti monasterii ». B.D.R., VI H 32.

²¹⁾ « Actum Massilie in butigia mei notarii. Testes dominus Jacobus abbas Beate Marie de Helina de Massilia ». B.D.R., 300 E 67.

« Actum Massilie in domo Abbatis Heline, present. domino Jacobo abbate ». 355 E 41, fol. 57^o.

²²⁾ « Reverendus in Christo Pater et Dominus, dominus Jacobus Dei gratia abbas Beate Marie de Ubelina, civitas Massilie... pro evidenti comodo et utilitate dicte domus sue abbacialis, indigentis plurimum reparationibus de presenti tam in refectorio quam teguliciis suis ruynam minantibus. Actum in claustro dicte domus Ybeline ». B.D.R., 351 E 53, fol. 19.

²³⁾ « Actum infra ecclesiam Beate Marie de Ybelina. Testes de Virgulto abbas dicte ecclesie ». 355 E 27.

²⁴⁾ « Magister Guillelmus de Posolis, doctor puerorum civitatis Massilie... fecit procuratores suos, vid. rev. in Christo patrem et dnm. dnm. Jacobum Verderii, Dei gratia abbatem de Ybelina, Ordinis premonstratensis, Massilie... Actum in aula domus dicti constituentis site in carreria Cayssarie ». B.D.R., 351 E 53, fol. 143.

²⁵⁾ « Jamecta Vivaude, uxor Balolini Vivaudi, filii nobilis Guillelmi Vivaudi de Massilia, filia vero Nicolai Griffedi quondam dicte civitatis. Item Lego... Reverendis patri et dni. dni. Abbati Ubelina de Massilia, confessori meo unum florenum auri de regina ». B.D.R., 351 E 53, fol. 162.

Le pape Grégoire XI fit comme ses prédécesseurs. Il envoya en date du 20 mai 1377 une bulle dans laquelle il invitait l'évêque de Marseille, Guillaume II de la Voute et l'abbé de Notre-Dame d'Huveaune Jacques Duverdier, de prendre sous leur protection les religieux de Saint-Zacharie.

L'année suivante, le temporel de l'abbaye commence à diminuer et grâce à ces ventes nous pouvons voir qu'il devait être assez important. Mais si le temporel, qui malgré tout ne ressemblait pas à celui des abbayes bénédictines et cisterciennes de la région, s'amoindrisait, le prestige de l'abbé des Prémontrés de Marseille ne cessait de croître. L'année 1379 nous montre par différents documents que la sagesse de l'abbé Jacques dépassait les limites du diocèse de Marseille. Le 4 juillet, Clément VII charge Pons II, abbé de Saint-Victor, Jacques, abbé d'Huveaune, et l'Official de Marseille de défendre les syndics, conseillers et habitants de Marseille contre les méfaits de la ville d'Arles ²⁶). Aussi l'abbé Prémontré, déclaré conservateur et juge apostolique, signifia la bulle pontificale au clergé d'Arles dans une lettre du 12 octobre 1379. Dans cette lettre l'abbé précisait le cas où Jacques Facas, citoyen de Marseille, ayant acheté de l'huile en Arles, les habitants de la cité romaine voulaient injustement lui faire payer la gabelle et le juge d'Arles le condamna. L'abbé d'Huveaune, en vertu des pouvoirs qui lui étaient donnés par la bulle pontificale, cita le juge d'Arles et le menaça d'excommunication s'il ne faisait révoquer sa sentence et s'il poursuivait le dit Jacques. Mais le curé de Notre-Dame-de-la-Major en Arles, au lieu de publier la monition, se contenta de

²⁶) « Jacobus Dei gratia abbas mon. Ste. Marie Ybeline extra muros, Mas. Ord. premonstratensis, conservator et judex, una cum quibusdam nostris collegis... viris honorabilibus et circumspectis sindicis consiliariis habitatoribus et incolis ac universitati civitatis Massil. a Sancte Sede apostolica specialiter deputatus, venerabilibus et discretis viris, dnus. Officiali Arelaten. ac priori claustrali mon. Montis Maioris, singulisque monachis ipsius monasterii... per civitates et dyocesis Arelatensis et Avinionensis constitutis... necnon domino Guillelmo de Valentia vicario perpetuo ecclesie Sci Marcelli, Mass. dyoc. salutem in domino... Litteras Sanctissimo in Christo patris et dni. dni. Clementis divini providentia Pape septimi... recepisse noveritis sub hiis verbis. Clemens episcopus S.S. Dei dilec. filiis Sci. Victoris Mass. et Sancte Marie Ybeline extra muros Massiliensis, monast. Abbatibus et officiali Massil. Salutem et apostolicam benedictionem. Sincere devotionis integritas... molestias injuriis, et que damnis presentibus et futuris. Datum Avionione IIII Non. Julii anno I ». Archives municipales de la ville de Marseille. Notre-Dame d'Huveaune, série G.G. 6.

répondre le 17 mai au juge papal. Il ne mit même pas son nom sur la lettre et se contenta de dire que les privilèges apostoliques empêchaient de citer les arlésiens hors de la ville « non possum nec audeo presentes litteras... dignetur me excusatum habere »²⁷). Le 3 février 1380, Pierre, abbé de la célèbre abbaye de Montmajour, constitue à son tour l'abbé de Notre-Dame d'Huveaune, son conservateur des privilèges de Saint-Victor de Marseille. C'est le dernier acte que nous possédons de l'abbé Jacques Duverdier²⁸).

Guillaume III, dernier abbé régulier d'Huveaune, 1380-1387.

La liste des abbés réguliers de Notre-Dame-d'Huveaune se termine avec Guillaume III. Cet abbé nous est connu par un acte du 28 mai 1380. A cette date, en effet, le procureur de l'évêque de Marseille fait vidimer par Guillaume un acte de 1356²⁹). Le 12 novembre de la même année nous le retrouvons, louant une maison³⁰).

C'est sous l'abbatit de Guillaume III que furent incorporés à l'abbaye d'Huveaune les prieurés de Sainte-Marthe, Saint-Jacques de l'Epée et de Saint-Lazare. Le pape accorda cette faveur aux prémontrés afin qu'ils réédifient leur couvent situé « extra muros » qui avait été complètement détruit par les guerres et les pestes.

Une lettre de Clément, évêque de Lodève, camérier du pape et auditeur de la cour de la Chambre apostolique, est le dernier acte de l'abbatit de Guillaume. L'évêque retire une terre louée par l'abbé Guillaume à Bérenger de Marseille. Cette terre était située à Arcole³¹).

²⁷) « Jacobus Dei Gratia abbas monasterii B.M. de Ybeline... conservator et judex... discretis viris prioribus, rectoribus, vicariis perpetuis et capellanis, curatis, civitatis Arelatensis, salutem in domino sempiternam... Providus vir Jacobus de Facassio mercator civis et habitatis Massil... ».

²⁸) « Petrus... abbas monast. Sci Petri Montis Majoris, judex et conservator venerabile in Christo domino... Abbati monasterii Beate Marie de Ybelina, territorii civitatis Massilie, Ordinis premonstratensis ». B.D.R., I H 870.

²⁹) « Constitutus in curia episcopali Massilie, in presentia venerabili et religiosi viri dni. Guillelmi Dei Gratia Abbati monasterii B.M. de Heunia in territorio Massilie et venerabilis viri domini officialis Massil. ». B.D.R., CG 343-344.

³⁰) Die XII mensis novembris, venerabilis in Christo pater dominus G. Dei providentia abbas ecclesie B.M. de Ybelina ». B.D.R., 355 E 81.

³¹) Pièce justificative, n° 5.

Guillaume IV Dumas, moine cistercien du Thoronet, administrateur d'Huveaune, 1387-1392.

A la mort de Guillaume III, le pape Clément VII nomme par lettre patente un moine cistercien comme Administrateur de Notre-Dame-d'Huveaune, Guillaume Dumas, religieux de l'abbaye cistercienne du Thoronet au diocèse de Fréjus. Le nouveau supérieur était renommé pour son intelligence et ses vertus. Ce fut le 8 juillet 1387 que Guillaume reçut l'administration tant spirituelle que temporelle de l'abbaye prémontrée de Marseille ³²⁾.

Le nouvel administrateur, en bon moine cistercien, commença à redonner de la valeur aux propriétés de l'abbaye. Les actes que nous possédons et passés pendant cette période n'ont trait que sur le temporel du monastère. Les dettes effectuées par le prédécesseur de Guillaume IV ont été comblées par des louages de vignes, si bien qu'en 1389, dans le dernier acte de Guillaume, un solde était à nouveau passé.

Dès son arrivée sur le siège abbatial, le nouvel administrateur loue le 11 octobre et pour une période de cinq ans une possession au lieu dit les Vivants ³³⁾. L'argent récupéré lui sert à rembourser les dettes du monastère, entre autre une somme de 25 florins d'or de la Reine empruntés à Mitre Vesiani, confesseur des moniales cisterciennes de Mont Sion à Marseille et futur abbé du Thoronet. Au début de l'année 1388, il note les cens qu'il a reçus à l'Assomption et à la Saint-Michel ³⁴⁾. Le dernier acte est daté de 1389, il s'agit encore d'un solde ³⁵⁾.

Jean, évêque de Nîmes, administrateur de l'abbaye, 1392-1396.

Marseille, comme une grande partie de la Provence, avait optée, lors du schisme entre Avignon et Rome, pour le pape français, l'ancien cardinal Robert de Genève, qui prit le nom de Clé-

³²⁾ Pièce justificative, n° 6.

³³⁾ « Ego Guillelmus de Mas, monachus Floregie, seu Toroneti cisterciensis Ordinis, Forojuliensis diocesis, per dominum nostrum papam Clementem septimum, administrator abbate Ybeline, in spirituaibus et temporalibus, confitetur habuisse ». B.D.R., 61 H, petit cahier.

³⁴⁾ Idem.

³⁵⁾ « Anno domini ab incanationis Domini M^oCCC^oLXXX^o IX sequentes solverunt ». Idem.

ment VII ; aussi par une bulle du 7 octobre 1392 le pontife avignonnais recommanda-t-il à l'abbé de Mont-Chaude, abbaye fondatrice d'Huveaune, Jean, évêque de Nîmes, à qui il donna en commende le monastère prémontré de Marseille afin de l'aider à soutenir sa dignité épiscopale ³⁶).

Les impôts étaient lourds sous le pontificat de Clément VII, les abbayes bénédictines, cisterciennes et prémontrées furent largement taxées. Les ordres mendiants, par contre, furent dispensés et pour prouver cela le prieur du convent des frères prêcheurs de Marseille, Antoine Anqueri, le sous-prieur du couvent des Carmes, Pierre Assanni, présentèrent-ils à Jean, abbé d'Huveaune, en l'église de son abbaye, une bulle de Clément VII dispensant les Prêcheurs, les Carmes, les Franciscains et les Augustins de cette imposition ³⁷).

Le 29 mai 1394, Jean Fayditi, docteur en décrets, chanoine de Poitiers, chapelain commensal du pape, auditeur des causes apostoliques, renvoie à l'évêque Jean, abbé commendataire de Notre-Dame d'Huveaune, une affaire au sujet des droits de funérailles entre le chapitre de Marseille et le Commandeur de Saint-Antoine de la même ville ³⁸).

³⁶) B.D.R., G. 143 N 1° 33, Orig. Pergamen.

³⁷) « Notum sit cunctis presentibus et futuris quod existentes et personaliter constituti in presentia et audientia Reverendi in Christo Patris et dni. dni. J. miseratione divina Nimossiencis episcopi in ecclesia B.M. de Ybelina civitatis Massilie existentes, venerabiles et religiosi frater Anthonius Anquerii prior venerabilis conventus Fratrum predicatorum civ. Massil. et Frater Peyretus Assansi subprior ven. conv. fratrum B.M. de Monte Carmeli civ. Massil. et exhibuerunt et presentaverunt ipsi domino episcopo patentes litteras a Sanctissimo in Christo patre et dno. nostro Dno. Clemente divina providentia papa septimo emanatas, eiusque vera bulla plumbea bullatas, quas legi et publicari coram prefato... Actum Massilie in dicta ecclesia Beate Marie de Ybelina, in presentia et testimonio Reverendi in Christo patris et dni. Francisci miseratione divina episcopi Caphensis et mei Isnardi Pauli notarii Mass. publici ». B.D.R., 22 C 29, Orig. pergamen. Sceau en cire rouge, lacet de soie jaune.

³⁸) « Reverendo in Christo patri et dno. dno. J. Nimociensis episcopo, administratori monasterii Ybelina, ordinis premonstratensis, Massiliensis, Johannes Fayditi decretorum doctor, canonicus ecclesie Pictarensis, domini nostre pape, cappellamus commensalis... seu compositionem inter venerabile capitulum et ecclesiam Massiliensem ex una parte et preceptorem domus Sancti Anthonii Massilien. hactenus factam; parte ex altera dictus preceptor dare et solvere dicto capitulo et ecclesie Massiliense, certem partem funeralium et illorum que obtineant ratione defunctorum et sepulcorum in cimiterio dicti oratorii, tamen quidem... ». B.D.R., VI G 91 Orig. Pergamen.

Cependant, à cette époque, l'hospice du monastère, situé près de la Porte Galle, donna de vives inquiétudes et des signes caractéristiques de ruine. L'abbaye manquait de ressources. Aussi fut-il décidé par l'abbé et Etienne Bartholoméi, archidiacre de Marseille, de vendre le tout pour la somme de 105 sols royaux de cens. L'acte passé à Marseille, dans l'église des Accoules le vendredi 11 février 1395, fut reçu ce même jour par les recteurs des hôpitaux du Saint-Esprit et de Saint-Jacques, acheteurs de l'hospice pour 105 florins d'or de la Reine.

C'est le dernier acte que nous possédons de cet abbé commendataire. Sous cet abbatat relativement court, il est très net que l'abbaye marseillaise de l'Ordre de Prémontré est en réel déclin. L'hospice n'existe plus et dans peu de temps les autorités ecclésiastiques songeront à unir l'abbaye à un autre monastère.

Guillaume de Martio, administrateur apostolique et perpétuel de Notre-Dame-d'Huveaune, 1396-1397.

De cet abbé nous n'avons rien de bien intéressant. Les bulles de nomination ont été introuvables parmi les documents recherchés et fouillés. Les différents registres consultés, les actes pontificaux ne mentionnent absolument rien. Cependant un acte notarié nous signale cet abbé. Ce document nous montre la décadence de plus en plus prononcée de l'abbaye puisque Guillaume de Martio, administrateur perpétuel de Notre-Dame d'Huveaune, donne à Maître Vésiani, moine de l'abbaye du Thoronet, la maison et les revenus de l'abbaye d'Huveaune pour une durée de deux ans et moyennant une somme de 30 florins d'or. L'acte fut passé à Marseille le 28 mai 1396 à vêpres ³⁹⁾. Malgré tous les documents lus, aucun nom de chanoines n'est signalé ; il faut entrevoir par cet acte qu'il ne devait plus rester grand monde dans le monastère puisque la maison même est donnée en location.

³⁹⁾ « Anno Domini M^oCCC^o Nonagesimo sexto, die XXVIII mensis maii hora circa vespervas... Sit notum... quod venerabilis vir Dns. Guillelmus de Martio administrator perpetualis abbacie Ybeline civitatis Massilie, bona fide... per se et suos in dicta abbazia successores, dedit, tradidit seu quasi, ad finem seu loquerium domino Mitrio Vesiani, monaco monasterii de Toroneto... scilicet domum seu redditus ipsius abbacie de Ybelina, territorii Massilie hinc a duobus annis... et ... seu pensionem pro ipsis duobus annis 36 florenorum auro ». B.D.R., Protocole de Durand, substitut de Jacques Aicard.

François de Groppo, évêque de Caffa, administrateur de Notre-Dame d'Huveaune, 1398-1405.

En 1382 et le 21 juillet, une bulle de pape Clément VII nommait à l'évêché de Caffa, vacant par la mort de Jean, son évêque, un religieux de l'Ordre des Frères de Notre-Dame-du-Mont-Carmel de Marseille. Ce nouvel évêque était professeur et se nommait François de Groppo.

Nous le retrouvons dans la ville, conférant les ordres mineurs à plusieurs clercs avec l'autorisation de l'évêque ou du vicaire général de Marseille dans l'église Notre-Dame d'Huveaune dont il était l'administrateur.

Mais l'acte le plus marquant de cette administration est la réunion de l'abbaye au monastère de Sainte-Paule dont nous signalons l'acte dans les pièces justificatives ⁴⁰). A partir de cette date les biens de l'abbaye prémontrée de Marseille seront vendus au profit de cette union et le nom de Notre-Dame d'Huveaune sera purement et simplement supprimé des registres de l'évêché de Marseille. Seule restera la statue de Notre Dame qui fera l'objet d'un culte particulier.

Le monastère de Sainte-Paule était un couvent de religieuses de Saint Augustin établi à Marseille depuis peu.

Cependant, dès l'union, François de Caffa donne à Olivier Durant et à sa femme Béatrix une terre et un pré faisant partie de la mense abbatiale de Notre-Dame d'Huveaune. Mais l'administrateur ne devait pas être en bon accord avec tout le monde et principalement avec les religieuses. Le roi Louis II en effet, le 5 juin 1409, mande à Pierre de Bournan, son maître d'hôtel et viguier à la cour de Marseille, de se saisir de la pension que perçoit l'évêque de Caffa sur l'aumônerie de Saint-Victor. Il ne devra la délivrer que sur le consentement de la prieure de Sainte-Paule.

Voilà la fin d'une abbaye de l'Ordre des Chanoines Réguliers de Prémontré dont actuellement personne ne sait ou presque qu'elle a existé. Même les fidèles se rendant à Saint-Giniez implorer des grâces ne se doutent pas que la statue de Notre-Dame-d'Huveaune était jadis sur l'autel principal de l'église d'une abbaye prémontrée.

Malgré un silence relativement long, les diocésains de Marseille se sont de temps à autre réveillés afin de rendre un culte à leur

⁴⁰) Pièce justificative, n° 7.

Vierge de l'Huveaune. En 1514, Jacques Fornerii, licencié en droits et vicaire général de l'évêque de Marseille, notifie aux fidèles la concession de 40 jours d'indulgence à tous ceux qui visiteraient et aideraient la chapelle de Notre-Dame d'Huveaune au territoire de Marseille ⁴¹⁾).

Le 2 mars 1674, l'abbesse et les moniales du monastère bénédictin de Saint-Sauveur de Marseille avaient une dévotion pour la chapelle de Notre-Dame d'Huveaune, aussi invitèrent-elles un marchand afin qu'il se chargea d'y faire célébrer la messe au moins les dimanches et jours de fêtes ⁴²⁾).

Le dernier acte notifiant la présence de Notre-Dame d'Huveaune est daté du 6 septembre 1712. Il est précisé que Pierre Roulle, ancien premier échevin et autres fidèles comparaissent devant Monseigneur de Belzunce, évêque de Marseille, lui demandant de faire célébrer la messe dans la chapelle Notre-Dame d'Huveaune, près du rivage de la mer, par le prêtre desservant la paroisse de Saint-Giniez ⁴³⁾).

Depuis la Révolution Française cette magnifique statue se trouve dans l'église paroissiale de Saint-Giniez à Marseille où elle reçoit un culte particulier et chaque année encore, en été, on transporte en procession la petite, mais combien jolie, Notre-Dame d'Huveaune.

Laurent DAILLIEZ.

Pièces justificatives

I. — Jean Abbé de Notre-Dame d'Huveaune.

R. miseratione divina Sancte Aquensis ecclesie archiepiscopus, religioso et prudenti viro fratri J. Dei gratia abbati monasterii Beate Marie de Heline, Massiliensis diocesis, Praemonstratensis ordinis, unico judici a sede apostolica delegato, salutem et sinceram in domino caritatem. Nos noveritis vestras litteras recepisse inter cetera continentes quod vos sententiam excommunicationis per vos latam contra priorem de Artiqua, crucesignatum nostrum, ad instantiam prioris de Malaussena, revocaveritis et ad instantiam quorumlibet aliorum ; committendo vobis, seu nostro officiali, absolutionem dicto

⁴¹⁾ Pièce justificative, n° 8.

⁴²⁾ Pièce justificative, n° 9.

⁴³⁾ B.D.R., 61 H 60.

priori de Artiqua impendendam. Nos vero volentes vobis facere gratiam in predictis, sententias excommunicationis per nos contra vos latas, tanquam pro conservatione cruce signatorum a sede apostolica delegati eo quia licet mandatum nostrum, auctoritate nobis commissa esset vobis factum, contra dictum priorem de Artiqua processissetis hiis scriptis presentibus revocamus ; committendo officiali Massiliensi, ut ipse vobis absolutionem impendat, loco nostro ; ad quae facienda commissimus eidem officiali vices nostras. Recepto prius a vobis sacramento quod a similibus de cetero debeatis abstinere. Datum Aquis VIII die decembris anno domini M° CC° LXXX° VIII°.

B.D.R., Protoc. Pascal de Magnargues.

II. — *Jean, abbé d'Huveaune. Lettre de l'évêque de Sisteron.*

P. Dei gratia Sistaricensis episcopus, rector seu conservator privilegiorum cruce signatis indultorum pro terre Sancte subsidio, a sede apostolica deputatus, venerabili et religioso viro domino Johanni eadem gratia monasterii Beate Marie de Ybelina, ordinis praemonstratensis, abbati, a sede apostolica, ut dicitur delegato salutem et sinceram in Domino caritatem. Vobis et universali ecclesie extat notorium, quod nos et ceteri episcopi deffensores et conservatores sumus a sede apostolica deputati crucis privilegiatorum et cruce signatorum. Hinc est quod Hugone Hospitalario de Manascha et G. ejus filius clerico, cruce signatis nobis conquerentibus intelleximus quod nos ad instansiam sindici monasterii Sancti Victoris Massiliensis sistari seu citari fecistis eosdem ut die VI junii apud Massiliam in domo vestra, comparere deberent, dicto sindico de justitia responsuri. Verum, cum predicti Hugo Hospitalarii et dictus ejus filii sint cruce signati, et a nobis dudum crucem receperint in subsidium Terre Sancte, et eos vellimus, ut convenit auctoritate apostolica qua fungimur in hac parte precipimus et mandamus, semel, secundo et tertio, et peremptorie vos monentes, cum esset laboriosum et sumptuosum vobis frequenter scribere et sub pena excommunicationis quam in hiis scriptis, sedendos in vos ferimus, si mandatis nostris presumpseritis, quatenus a citationibus et vexationibus predicti Hugonis et ejus filii cruce signatorum de cetero penitus desistatis neque in aliquo vos intromittatis ulterius de eisdem ; et si contra eos in aliquo processistis visis presentibus, penitus illud revocetis scientes quod si contra feceritis et inobedientes circa ea que mandamus vobis extiteritis, contra vos licet inviti cum personam vestram et honorem plurimum diligamus ad denuntiationem divulgandam per loca et dioceses in quibus nobis videbitur (opportunitum) ulterius procedemus... (+ cinq autres lignes au 3/4 rongées)
Datum Sistarici die prima junii anno domini M° CC° LXXX° VIII°.

B.D.R. Cartulaire de Pierre Elzeard.

III. — 1289, 13 février. Bulle « *Ad audientiam* » du pape Boniface VIII par laquelle l'abbé de Notre-Dame d'Huveaune est chargé de faire rentrer les biens cédés à ferme ou à cens par l'abbé et le couvent de Saint-Victor de Marseille.

Arch. des B.D.R., 1 H, n° 154. Original.

Bonifacius episcopus servus servorum Dei, dilecto filio Abbati monasterii Beate Marie de Helina, Massiliensis diocesis salutem et apostolicam benedictionem. Ad audientiam nostram pervenit quod tam dilecti filii abbas et conventus monasterii Sancti Victoris Massiliensis, ad romanam ecclesiam nullo medio pertinentis Ordinis Sancti Benedicti, quam predecessores eorum, decimas, terras, domos, vineas, ortos, silvas, prata, pascua, nemora, molendina, possessiones, redditus, jura, jurisdictiones, et quedam alia bona ipsius monasterii datis super hoc litteris, confectis exinde publicis instrumentis factis renuntiationibus, interpositis sacramentis, et penis adiunctis in gravem ipsius monasterii lesionem, nonnullis clericis et laicis aliquibus eorum ad vitam quibusdam vero ad non modicum tempus, et aliis perpetuo, ad firmam vel sub censu annuo concesserunt, quorum aliqui super hiis confirmationis litteras in forma communi dicuntur a sede apostolica scripta mandamus quatinus ea que de bonis ipsius monasterii, per concessionem hujusmodi alienata inveneris illicite vel distracta, non obstantibus litteris, instrumentis, renuntiationibus, juramentis, penis et confirmationibus supradictis, ad jus et proprietatem ejusdem monasterii legitime revocare procures. Contradictores per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compescendo. Testes autem qui fuerint nominati, sine gratia odio vel timore subtraxerint, censura simili, appellatione cessante, compellas veritati testimonium perhibere. Datum Laterani. Idus februarii Pontificatus nostri anno Quinto.

IV. — 1365, 21 août. Bulle « *Piis fidelium votis* » du pape Urbain V adressée à l'abbé d'Huveaune pour approuver s'il y a lieu l'acquisition de l'église des Templiers par les Augustins de Marseille.

B.D.R., G.A. Reg. 1, fol. 47.

Urbanus, episcopus servus servorum Dei, dilecto filio Abbati Marie de Uveuna extra Muros Massilie, Salutem et apostolicam benedictionem. Piis fidelium votis, libenter annuimus et favorem benignius impertimur. Exhibita siquidem nobis pro parte dilectorum filiorum prioris et fratrum ordinis Eremitarum Sancti Augustini Massiliensis, petitio continebat, quod locus eorum propter guerras que in illis partibus viguerunt adeo strictus existit quod ipsos qui ecclesiam non habent nec commode habere valent, in quadam domo

sita in civitate Massiliensi ad formam ecclesie non depositam, prout reverenter divine majestati et dictorum fratrum ac populi ibidem confluentis devotioni congruit, missas et alia divina officia oportet celebrare; et quod propterea dilecti filii Bonifacii Blacacii, preceptor et fratres domus Hospitalis Sancti Johannis Jerosolimitani Massiliensis, hac pia meditatione considerantes, quandam capellam templum nuncupatam, sitam in dicta civitate, ad preceptorem necnon preceptoriam dicte domus Hospitalis legitime pertinentem eidem preceptori et fratribus modicum utilem, dictoque loco prioris et fatrum ordinis Eremitarum contiguam, ut sit ibi deinceps ecclesia ipsorum cum adhuc idonea existat, ob Dei Laudem et honorem ac sinceram devotionem quam gerunt ad ordinem et fratres predictos, ipsi et fratribus ordinis Eremitarum prius a nobis obtenta licentia, liberaliter concedere et donare proponunt. Quare pro parte dictorum preceptoris ac prioris et fratrum predictorum, fuit nobis humiliter supplicatum, ut cum ad id dilectorum filiorum Munderii Berengarii, Magistri dicti hospitalis, ac Johannis Fernandi prioris prioratus Sancti Egidii, dicti Hospitalis, Nemausensis diocesis, cui quidem prioratui dicta preceptoria immediate subesse dignoscitur, et nobilis viri Bernardi de Martino, militis, Vabrensis diocesis, dicti magistri et dilectorum filiorum fratrum dicti Hospitalis generalis procuratoris olim super hoc deputati, accedat assensus, dictis preceptoris et fratribus dicte domus Hospitalis, auctoritate nostra, dictam capellam que perpetuum capellanum non consuevit habere nec habet, ex causa predicta perpetuo donandi et concedendi eisdem priori et fratribus ordinis eremitarum ipsisque capellam ipsam ad usum et servitium hujusmodi recipiendi et perpetuo retinendi licentiam de benignitate apostolica concedere dignaremur. Nos igitur qui divini cultus augmentum ferventer appetimus, hujusmodi pium et laudabile propositum in Domino commendantes, hujusmodi supplicationibus inclinati. Quia de premissis certam notitiam non habemus, discretioni tue per apostolica scripta committimus et mandamus, quatenus, si vocatis qui fuerint vocandi, venerab. fratris nostri episcopi et dilectorum filiorum Capituli Massiliensis et aliorum predictorum interveniat in premissis beneplacitum et consensus et alia premissa inveneris vera esse, tam dictis preceptori et fratribus dicte domus concedendi et donandi per eos auctoritate nostra in perpetuum eisdem priori et fratribus ordinis eremitarum dictam capellam quam ipsis priori et fratribus ut premittitur, recipiendi et retinendi perpetuo dictam capellam, fel. rec. Bonifacii Pape VIII, predecessoris nostri, inhibentes ne fratres ordinum mendicantium in aliqua civitate, castro vel villa, ad habitandum domos vel loca quecumque recipere de novo presumant, absque apostolice sedis licentia speciali, faciente plenam et expressam de indulto hujusmodi mentionem, et aliis quibuscumque constitutionibus contrariis nequaquam obstantibus, jure parochialis ecclesie et cujuslibet alterius in omnibus semper salvo, auctoritate nostra, plenam et liberam tenore presentium licentiam largiri. Datum Avinione XII kalendas septembris, pontificato nostro anno tertio.

V. — 1386, 8 septembre. *Lettre de Clément, évêque de Lodève, camérier du pape et auditeur général de la cour de la Chambre apostolique, règle une cause entre Bérenger Henrici de Marseille et Guillaume, abbé de Notre-Dame d'Huveaune, au sujet d'une terre.*

Archives municipales de la ville de Marseille. G.G. 2. Original, avec sceau.

Clemens Dei et apostolice sedis gratia Lodovensis episcopus, domini nostri pape, eiusque Camere ac curie camere apostolice generalis auditor, discretis viris officiali Massiliensi, ac universis et singulis ecclesiarum rectoribus et capellanis curatis per civitatem et dioc. Massiliensem constitutis et locum tenentibus eorumdem ad quos presentes littere pervenerint, salutem in domino. Nuper vertente quadam civili causa, coram nobis et in curia nostra predicta inter Berengarium Henrici de Massilia, agentem, ex una et Reverendum patrem dominum G. abbatem monasterii Sancte Marie de Ybelina Massiliensis diocesis de et super erectione cuiusdam petre terre existentes in territorio Massiliensis in uno loco, seu contrata, vocata Arcoleus et eius occasione, parte ex altera defendentem; nos instante dicto Berengario Henrici quasdam litteras inhibitorias curie temporalis Massiliensis, inhibuimus et inhiberi mandavimus et fecimus ne in prejudicium eiusdem litis coram nobis vertentis, aliquid innovare attemperaretis, seu attemperarent. Quod si secus actum foret, nos ad statum pristinum curarem revocare, prout hec et alia in ipsis litteris inhibitoriis latius continebantur. Cum autem postmodum per nonnullos honorabiles et probos viros de Massilia diu super dicta petita terra ventilata fuerat et iam sententia lata diffinitiva, que solum restabat executioni demandari, quod que dicti officariis curie temporalis Massilien. timebant dictam sententiam diffinitivam executioni debite demandare, obstantibus nostris litteris inhibitoriis supradictis quod erat, ut asserebant, prejudiciabile parti, curie ac officariis supradictis. Quare pro parte ipsorum exponendum fuimus instanter requisiti quatenus de opportuno remedio in premissis providere dignaremur. Nos vero, attentis premissis, volentes in aliquo sentencie huiusmodi in ipsa curia temporali Massiliensi late, seu liti huiusmodi in aliquo prejudicare tenore presentium declaramus quod non sumus nec fuimus intentionis in aliquo nos intromittendi de dicta lite, seu aliis quibuscumque litibus, in ipsa curia temporali occasione huiusmodi vertentibus nec impediendi, sententiam in ipsa curia lata super dicta petia terre sed solum quod ipsi officarii in prejudicium litis vertentis coram nobis in Romana curia, inter dictum Berengarium, ex parte una, agentem, et dictum dominum abbatem de Ybelina, ex altera, defendentem contra dictum Berengarium non procederent, aut procederetis. Et nichil ominus, volumus, et tenore presentium declaramus,

quod si aliquæ littere contra nostram huiusmodi declarationem fuerint a curia nostra predicta emanate in prejudiciam cuiuscumque litis a dicta temporali curia Massiliensi vertentes illas nunc prout ex tunc et ex tunc prout ex nunc, tenore presentium revocamus, et habere volumus et habuimus pro revocatis, pariter et habemus. In quorum testimonium presentes litteras fieri fecimus et sigillo proprio dicte curie, quo utimur, communiri. Datum Avinione, die octava mensis septembris, Pontificatus Domini Clementis Pape septimi, anno octavo.

VI. — 1387, 8 juillet. Bulle « *Regimini universalis* » du pape Clément VII nommant Guillaume du Mas, moine cistercien du Thoronet, comme abbé commendataire au titre d'administrateur de l'abbaye de Notre-Dame d'Huveaune.

Archives vaticanes. Clément VII, tome 44, fol. 153.

Dilecto filio Guillelmo de Mas, monacho monasterii Floregie cisterciensis ordinis, Forojuliensis diocesis, administrator in spiritualibus et temporalibus monasterii de Ybelina, premonstratensis ordinis, Massiliensis diocesis, salutem et apostolicam benedictionem. Regimini universalis ecclesie, quanquam insuff. meritis, disponendo. presidentes de universis orbis ecclesie et monasterii pro eorum statu salubriter dirigendo, quantum nobis ex alto conceditur sol. cogitamus sed et propensius sollicitudo nos urget ut illis que propriis sunt dest. pastoribus, ne prolixè vacent. subjacent detrimentis de celeris provid. remedio salubriter succurrantur. Dudum siquidem prov. monasterium omnium tunc apud sedem apostolicam vacant. et in antea vacant. ordinis et dispositione nostri reservavimus decernentes ex tunc irritum et inane si secus super his per quoscumque quavis auctoritate scienter vel ignoranter contingeret attemptari. Postmodum vero monasterio de Ybelina Premonstratensis Ordinis Massiliensis diocesis per obitum quondam Guillelmi, abbatis dicti monasterii, qui apud dictam sedem diem... ext... vacante, nos vacante huiusmodi fide dignis religiose intellecta, ad provisionem ipsius monasterii de qua nullus preter nos se introm. potuit neque potest reservatione et decreto obsistentibus supradictis ac volentes ejusdem monasterio idem petentibus per utilis administratoris presidium providere, gerentes quoque de te circa industriam fiduciam in domino specialem ac sperantes quod dictum monasterium per te qui prout test. accepimus fide dignis, multis es dotatus virtutibus et spiritualiter prov. ac in tempor. poterit salubriter dirigi atque regi, dictum monasterium tibi ex certis rationabilibus causis animum nostrum moventibus, quas hic haberi volumus pro expressis quamdiu vixeris in humanis in spiritualem et temporalem commendamus curam regimen et administrationem ipsius monasterio ac jurium et bonorum monaster. ipsum spectantium, tibi in spirit. et tempor. plenarie

committendo teque administratorem monasterii ac jurium et bonorum predictorum, auctoritate apostolica ordinamus, constituimus et etiam deputamus. Ita quod debitis et consuetudinis ejusdem monasterio oneribus supportatis, de restantibus fructibus, redd. et provisione ipsius monasterio libere disp. valeas prout consueverunt et potuerunt disponere veri abbates ipsius monasterii ; qui ei pro tempore prefuerunt. Alienatione tamen bonorum... dicti monasterii nisi sint taliaque servando conservari non possint tibi penitus interdicta. In igitur circa curam et administrationem hujusmodi sol. et fid. exercenda, sic te fructuosum exhibeas et etiam fructuosum quod pref. monas. sub tua gubernatione provida, votivis continue in eisdem spirit. et temporal. successibus ampliatur et salubribus proficiat incrementis, nosque tibi diligenter et circa studium fructuosum possimus diuturnis in domino laudibus commendare. Nulli ergo etc... Datum Avinione VIII Idus Julii anno nono.

VII. — 1405, 11 juillet. Bulle « *Dignum et rationabile* » du pape Benoît XII pour l'union de l'abbaye de Notre-Dame d'Huveaune au monastère de Sainte-Paule de Marseille.

B.D.R., B 9, fol. 202.

Pro dicto monasterio

Benedictus episcopus servus servorum Dei, Ad perpetuam rei memoriam. Dignum et rationabile fore censemus ut personis voto religionis adstrictis, que sub habitu regularis observantie sedulum et devotum reddunt domino famulatum, pure solitudinis studium, de congruo provisionis studio consulatur. Exhibita siquidem nobis pro parte dilectam in Christo filiarum, priorisse et conventus monasterii Sancte Paule Massiliensis, per priorissam soliti gubernari ; ordinis Sancti Jeronimi secundum instituta Beati Augustini viventium, petitio continebat quod monasterium earum, quod de novo fundatum est, valde tenue dotatum existit. Quare pro parte dictarum priorisse et conventus nobis fuit humiliter supplicatum ut Monasterium de Eveona, Premonstratensis ordinis, Massiliensis diocesis, quare venerabilis frater noster Franciscus episcopus Caphensis, ex concessione apostolica obtinet in commendam, et in quo, sicut dicte priorissa et conventus asserunt, a multis citra temporibus nullus Abbas fuit, nec est ibi hodie canonicus dicti premonstratensis ordinis nisi unus, cuiusque fructus, redditus et proventus illud pro tempore obtinenti et in eo non residenti eius deductis oneribus ultra quadraginta libras Turonensis parvorum non valent annuatim, eidem monasterio Sancte Paule in perpetuum incorporare, annectere, et unire, de benignitate apostolica dignaremur. Nos igitur eisdem priorisse et conventui pio compatiens affectu, huiusmodi supplicationibus inclinati, dictum monasterio Sancte Paule auctoritate apostolica in perpetuum incorporamus annectimus et unimus ita quod cedente vel decedente dicto episcopo, aut monaste-

rium ipsum alias quomodolibet dimittente, liceat eisdem priorisse et conventui per se vel alium seu alios, corporalem possessionem monasterii de Eovena, iuriumque et pertinentium predictorum, auctoritate propria apprehendere et nancisci, ipsiusque fructus, redditus et proventus percipere et habere, ac in suos et dictorum monasteriorum usus convertere, diocesani loci et cuiuscumque alterius licentia minime requisita. Non obstantibus quibuscumque constitutionibus apostolicis, ac statutis et consuetudinibus monasteriorum et ordinum predictorum contrariis, iuramento, confirmatione apostolica, vel quacumque firmitate alia roboratis, et quibuslibet privilegiis, indulgentiis et litteris apostolicis, generalibus vel specialibus, quorumcumque tenorum existant, per que presentibus non expressa vel totaliter non inserta, effectus earum impediri valeat quomodolibet vel differri et de quibus quorumcumque totis tenoribus, habenda sit in nostris litteris mentio specialis. Proviso quod ipsius monasterii de Eveona debite supportentur onera consueta, Nos enim ex nunc irritam decernimus et inane si secus super hiis a quoquam, quavis auctoritate, scienter vel ignoranter contingerit attemptari. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre incorporationis, annectionis, unionis et constitutionis, infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum eius se noverit incursurum. Datum Janua V idus Augusti, pontificatus nostri anno undecimo.

VIII. — 1514, 20 mai. *Indulgence de 40 jours pour l'église Notre-Dame d'Huveaune.*

B.D.R., U.G. 46. Orig. papier. Sceau plaqué papier sur sur cire sombre.

Jacobus Fornerii, iurium licentiatus, vicarius generalis in spiritualibus et temporalibus ac officialis episcopatus Massiliensis, ac totius diocesis ejusdem, universis et singulis dominis prioribus, et vicariis, cappelanisque curatis ecclesiarum parrochialium civitatis Massilie et totius diocesis ejusdem, cuilibetque eorum aut ipsorum loca tenentibus, salutem in domino et bonis operibus semper abundare. Ineffabilis gloriose virginis Dei genitricis Marie meritorum archana resolvens, quod ipsa castissimo ejus utero, prout nostri status exhigebat necessitatis, humane salutis auctorem protulit, et apud eum quem maternis lactavit uberibus, sedulas pro nostre fragilitatis expiratione, preces effundit, dignum, quin potius debitum reputamus ut in honorem sui nominis dedicatas cappellas, et loca alia, gloriosis remissionum prosequamur impensius, et indulgentiarum muneribus decoremus. Cupientes igitur ut capella in honorem Beate Marie Virginis, in territorio dicte civitatis Massilie fundata vulgariter appellata Nosta Dame de Humbeyna, congruis frequentibus honoribus et a Christi fidelibus jugiter veneretur, ac in suis edifi-

ciis debite reparetur, conservetur et manuteneatur ; vobis propterea predictis, et cuilibet vestrum in solidum committendo precipimus et mandamus, quatinus dum et quando presentes littere vobis presentate fuerint, ipsas populo vobis commissio publicatas, illumque verbo pariter et exemplo inducatis ad benefaciendum dicte Cappelle, pro reparatione illius, et manutentione. Et ut Christi fideles libentius devotionis causa, ad eandem cappellam confluant et ad reparationem augmentationem, conservationem, aliaque premissa, manus promptius porrigant adjutrices, auctoritate nostri vicariatus qua fungimur in hac parte omnibus et quibus cumque Christi fidelibus, vere penitentibus et confessis, cappellam predictam visitantibus et manus adjutrices porrigentibus, de omnipotentis Dei misericordia Beatorumque Petri et Pauli, apostolorum, ac beati Lazari, hujus aline civitatis primi antistitis, meritis confidentes, quadraginta dies de injunctis sibi penitentiis misericorditer in domino relaxamus. In quorum omnium et singulorum premissorum fidem et verum testimonium, has presentes litteras, per notarium et scribam nostrum subsignatum fieri fecimus, easque jussimus sigillo nostre episcopalis curie sigillari. Datum Massilie die vicesima mensis maii, anno incarnationis dominice millesimo quingentesimo decimo quarto. — Sigt. Fornerii, vicarius et affcialis. De mandato R.D. vicarii et Officialis A. Alphantis not.

IX. — 1674. 2 mars.

Au nom de Dieu soit-il. L'an 1674 et le 2^{me} jour du mois de mars après-midy, comme soit que les dames abesse et religieuses du monastère Saint Sauveur de cette ville de Marseille aient toujours eu et ont encore une grande dévotion pour la chapelle sous le titre Notre Dame d'Uveaune où elles ont en mémoire qu'autre fois elles y avaient un monastère. Aux environs de laquelle chapelle elles possèdent un régable de la contenance d'une cartairée. Et comme il y a quelques temps qu'elles avaient fait faire divers ornements pour le service de la dite chapelle, en laquelle la sainte messe estait cellebrée tous les dimanches et festes de l'année, lequel service a esté discontinué depuis quelques années. Elles auraient résolu d'y établir le service divin à perpetuité. Ce que venu à la connaissance de Charles Comte, marchand de cette ville, fils de Leonard, il aurait offert aux dites dames abbesse et religieuses de passer obligation pour avoir soing de la dite chapelle, et y faire celebrer la Sainte messe les dimanches et festes de l'année à la charge qu'elles donneraient le dit régable, et ses appartenances et lui remettraient en main les ornements. Lesquelles offres auraient été acceptées par les dites dames abbesse et religieuses, comme avantageuses, ne restant pas ainsy que d'en passer acte sur ce requis et necessaire. A cette cause establies en leurs personnes par devant moy notaire royal... RR. dames seurs Suzanne de Cordier abesse et superieure, Agnès de Sa co...